

PRÉFET DE LA REGION ILE-DE-FRANCE

Direction régionale et interdépartementale de
l'environnement et de l'énergie d'Ile-de-France

Versailles, le 20 mai 2015

Unité territoriale des Yvelines

Affaire suivie par : Emmanuel Delbeke
emmanuel.delbeke@developpement-durable.gouv.fr
Tél. 01 39 24 89 73- Fax : 01 30 21 54 71

Affaire : Demande d'autorisation d'exploiter une ICPE

AVIS DE L'AUTORITÉ ENVIRONNEMENTALE
--

Objet : Demande d'autorisation d'exploiter temporaire d'une installation classée pour la protection de l'environnement

PETITIONNAIRE : Société LE FOLL TP

COMMUNE : ACHERES

REFERENCE : Demande datée du 20 février 2015

1. Présentation du demandeur, de son projet et du contexte de la demande

1.1. Présentation

La société LE FOLL TP est une filiale du groupe LE FOLL, groupe indépendant constitué d'une vingtaine de sociétés organisées en deux pôles d'activités, le pôle bâtiments et travaux publics et le pôle tourisme.

Le groupe LE FOLL emploie entre 450 à 550 salariés et bénéficie d'une capacité reconnue dans le domaine des travaux publics (terrassement, routes, autoroutes, aéroport, génie civil).

La société LE FOLL TP exploite des centrales d'enrobage depuis 1962, et dispose actuellement de 7 centrales d'enrobés de modèle similaire à celle faisant l'objet de la présente demande d'autorisation d'exploiter.

Cette société bénéficie actuellement de 6 autorisations d'exploitation définitive, et bénéficie également de 4 autorisations temporaires annuelles en moyenne. Ces autorisations temporaires sont sollicitées dans le cadre de la réalisation des chantiers autoroutiers sur le territoire national pour laquelle la société LE FOLL TP a été déclarée adjudicataire.

La société le FOLL TP a été retenue pour réaliser le programme d'entretien de l'autoroute A13 (du point kilométrique 30 au point kilométrique 40 sens Paris Province). La date de début des travaux de rechargement de l'autoroute est prévue pour le mois de juillet 2015 pour une durée d'environ deux mois

A cet effet, la société LE FOLL projette de mettre en œuvre un poste d'enrobage à chaud équipé d'une trémie de recyclage pour des fraisâts de rabotage. Ce poste serait implanté sur la commune d'ACHERES, sur une plate-forme appartenant à la SCI REGION DE CONFLANS, société du groupe LE FOLL.

Cette plate-forme de 4,5 hectares est déjà équipée d'un poste d'enrobage à chaud bénéficiant d'une autorisation d'exploiter. Toutefois, ce poste ne peut être utilisé pour ce chantier, car il n'est pas équipé d'un système de recyclage de fraisât et sa capacité horaire de production est trop faible pour pouvoir alimenter le chantier autoroutier. Le poste d'enrobage déjà implanté ne fonctionnera pas une fois que la centrale temporaire sera installée.

Le poste d'enrobage objet de la présente demande est de marque ERMONT de type TSM 21 Major. Il est composé d'une centrale d'enrobage, d'un dépôt de bitume associé et d'un stockage de produits inflammables.

Sa production horaire est de 150 à 360T/h. La production totale d'enrobé pour les travaux de rechargement de l'autoroute sera de l'ordre de 30 000 tonnes.

Le poste d'enrobage sera conduit par un chef de poste et son adjoint, assistés d'un mécanicien et d'un conducteur d'engin.

Il fonctionnera aux heures et jours ouvrables de la semaine, de jour mais également de nuit.

Les enrobés seront essentiellement constitués d'un mélange de granulats et de bitumes. Les granulats composés de gravillons, sable, fines et les fraisâts collectés dans le cadre de rabotage de la chaussées de l'autoroute A 13 seront disposés à proximité du poste d'enrobage sur une aire de stockage.

Les matériaux de base seront dosés, séchés dans un tambour sécheur, puis enrobés par malaxage dans ce même tambour (par injection du bitume issu des citernes de stockage). L'enrobé produit sera extrait du tambour par un élévateur et chargé dans les camions qui les transporteront directement vers la zone de travaux.

1.2. Description de l'environnement du projet

Le projet n'est pas soumis à permis de construire ni à autorisation de défrichement.

La centrale d'enrobage de la société LE FOLL TP se situe sur la commune d'Achères à proximité de la commune d'Andrèsy. Le site est implanté au nord de la ville, en bordure de Seine. Il est accessible par le biais de la nationale N 184 et de la départementale D 30.

L'habitation la plus proche se situe à environ 160 m du site, sur la commune d'Andrèsy. La zone concernée est éloignée des établissements recevant du public (ERP). L'ERP le plus proche (école maternelle du Parc) se situe à environ 1,3 km, sur la commune d'Andrèsy.

Un certain nombre d'installations classées pour la protection de l'environnement sont installées sur la commune d'Achères et de ses alentours. Les installations soumises au régime de l'autorisation au titre de la

Houille, coke, lignite, charbon de bois, goudron, asphalte, brais et matières bitumeuse (dépôts de) La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant 2. supérieure ou égale à 50 t mais inférieure 500 t	2 citernes de matières bitumeuse (70 + 90) soit 160 t	1520-2	D
Liquides inflammables (stockage en réservoirs manufacturés de : b) représentant une capacité totale équivalente supérieure à 10, mais inférieure ou égale à 100 m³.	Fioul domestique point d'éclair > 55°C : 5 m³ (cat. C – coef. 1/5) Fioul lourd TBTS point d'éclair > 70° C : 30 m³ (cat. D – coef. 1/15) Capacité équivalente de (5+30)/5 soit 6 m³	1432-2b	NC
Installation de compression fonctionnant à des pressions effectives supérieures à 10 ⁵ Pa, et comprimant ou utilisant des fluides inflammables ou toxiques	Ventilateur exhausteur du filtre à manche 180 kW	2920	NC

A (autorisation), D (déclaration), NC (non classée)

c) Enjeux

De part son positionnement sur une plate-forme déjà existante, le projet ne présente pas de fort enjeu lié à la nature ou à sa situation dans son environnement.

Les points d'attention sont liés aux incidences générées par la fabrication d'enrobés. Ils concernent les nuisances sonores, les rejets (pollution eau/air/sol) et les risques d'incendie et d'explosion du fait de la présence de bitume, et d'hydrocarbures.

2. Etude d'impact

2.1. Analyse de l'état initial du site et de son environnement

L'état initial du site et l'étude d'impact ont été réalisés par le Service Environnement de la société LE FOLL TP. Ces documents ont été élaborés d'une part, à partir de recueil des connaissances et données de terrain sur le site et ses abords et d'autre part, de la comparaison des caractéristiques du projet avec l'état initial. Pour ces études, le pétitionnaire s'est appuyé sur des cartes et des documents topographiques, les documents d'urbanisme, les données du recensement local, les données météorologiques locales, et les données géologiques et hydrogéologiques. Par ailleurs, différents organismes ou administration (météo France, Airparif ...) ont été consultés.

a) Zonage

Le site LE FOLL est implanté dans la zone AU2 du plan local d'urbanisme de la ville d'Achères.

Les parcelles environnantes sont à dominance agricole et industrielle. Une zone pavillonnaire est également située à proximité à environ 160 m du site.

b) Sol

Le terrain d'implantation de la centrale est essentiellement constitué de limons des plateaux.
Le sous sol est composé d'un empilement de couches sédimentaires reposant sur une assise de craie.

c) Eaux souterraines et superficielles

Le site est situé en bordure de Seine. Le projet n'est pas situé dans un périmètre de captage des eaux.

Il n'y a pas d'utilisation d'eau dans le process de la centrale d'enrobage. Cette dernière ne sera donc pas alimentée en eau courante.

Les eaux de ruissellement seront collectées et passeront dans un séparateur d'hydrocarbures. Elles seront ensuite dirigées vers un bassin d'infiltration.

Le stockage du fioul et du bitume sera effectué sur des rétentions adaptées aux volumes stockés.

d) Air

Les principaux rejets de l'établissement sont constitués par les émissions de la centrale d'enrobé. L'analyse de l'état initial du site se base sur la qualité de l'air en Île-de-France. Cette analyse s'appuie notamment sur le rapport concernant la contribution des différents secteurs d'activités aux émissions atmosphériques en Île-de-France publiée en 2010 par AIRPARIF. Ce rapport mentionne que le transport routier apparaît comme le secteur prépondérant dans les émissions franciliennes d'oxyde d'azote et la deuxième source d'émissions de particules fines derrière le secteur résidentiel et tertiaire.

Le pétitionnaire précise qu'afin de limiter les rejets atmosphériques supplémentaires, la centrale fixe déjà présente sur le site ne fonctionnera pas.

Le pétitionnaire s'engage également à respecter les prescriptions réglementaires applicables en matière de rejets atmosphériques.

e) Faune et flore

L'état initial du dossier présente l'ensemble des périmètres de protection du patrimoine naturel autour du site. Ceux-ci sont en dehors de la zone d'implantation du projet.

L'aire d'implantation de la centrale est une aire de type industriel qui est déjà utilisée à des fins similaires.

Celle-ci est dépourvue de végétation, le terrain étant constitué de remblai dans sa globalité.

Il n'y aura donc pas de défrichement ou de dégradation de l'espace naturel.

En outre le site est situé en dehors des réservoirs de biodiversité identifiés que sont les sites Natura 2000 et ZNIEFF. Les zones les plus proches sont les suivantes :

- ZNIEFF située à 1,3 km
- Zone Natura 2000 située à 16 km

le pré-diagnostic biologique réalisé conclut à l'absence d'espèces floristiques ou faunistiques à enjeux majeurs sur les parcelles susceptibles d'accueillir le projet

Avis de l'autorité environnementale sur l'état initial

L'implantation sur une plate-forme existante et déjà utilisée à des fins similaires permet de prévenir toute incidence sur des zones d'intérêts floristiques et, ou faunistiques.

f) Risques naturels

Le pétitionnaire précise que l'emplacement de la centrale mobile se situe dans un secteur présentant un aléa inondation, causé par les possibles crues de la Seine située à proximité.

La zone d'implantation est située en zone bleue du Plan de Prévention du Risque Inondation (zone supportant des enjeux économiques).

La cote des plus hautes eaux connues est de 22,82m NGF. Le terrain où se situe la future installation a comme point le plus bas la cote 23,62 m NGF. La zone est donc située au dessus de la cote des plus hautes eaux connues.

Cependant, et par mesure de précaution, le pétitionnaire précise qu'afin d'éviter toute dispersion de produit hydrocarboné en cas d'inondation, le fioul lourd et le bitume seront placés dans une rétention d'une hauteur de 70 cm.

Concernant les risques liés à la sismicité, l'installation est située sur une zone à risque très faible.

g) Voies de communication

L'installation située sur la plate-forme de l'agence LE FOLL TP sera desservie par le biais du Chemin de la Mare aux Canes sur un tronçon d'environ 1,3 km et relié à la départementale numéro 30 (D30).

La première structure ferroviaire se situe à environ 450 m à l'est du site. Cette voie assure le transport de voyageur ainsi que le transport de frêts.

Aucun aéroport ni aérodrôme n'est présent à proximité du site de la société LE FOLL TP.

Avis de l'autorité environnementale sur l'état initial

L'installation de la centrale d'enrobage temporaire est implantée sur un site déjà existant. La description de l'état initial est suffisante pour apprécier les enjeux liés à l'installation de la centrale temporaire.

Les informations présentes dans le dossier sont complètes et appropriées. On y trouve les rubriques nécessaires à une bonne présentation du projet dans son environnement.

2.2. Evaluation des impacts

a) Eau et sol

Le risque de pollution du sol et des eaux par déversement accidentel et ruissellement des hydrocarbures a été identifié.

Le stockage des hydrocarbures et bitume sera réalisé sur des cuves de rétention étanches pour prévenir les risques de déversement accidentel.

L'installation et les véhicules présents sur le site seront équipés de kit absorbant afin de limiter la pollution du sol en cas de déversement accidentel d'hydrocarbures en dehors des zones imperméabilisées.

Les eaux pluviales et de ruissellement transiteront par un bassin de récupération puis seront traitées par un séparateur à hydrocarbures avant d'être dirigées vers un bassin d'infiltration.

En cas d'incendie les eaux d'extinction seront dirigées vers le bassin de récupération. Ce dernier sera équipé d'une vanne guillotine afin de contenir les eaux d'extinction.

Le processus de fabrication du bitume n'utilise pas d'eau, la centrale d'enrobage ne disposera donc pas d'alimentation en eau courante.

Une cellule "base vie" pour les ouvriers sera installée à proximité de la station. Cette cellule comprend un réfectoire et sera alimentée par une réserve d'eau destinée à la consommation. Les eaux usées seront récupérées par le biais d'un dispositif autonome.

b) Air et odeurs

Les pollutions atmosphériques susceptibles d'être générées par l'installation sont des rejets dans l'air des centrales d'enrobage, l'envol des poussières issues des aires de stockage et de la circulation des poids lourds sur le site et le chemin d'accès, les gaz d'échappement des véhicules sur le site.

La centrale d'enrobage sera équipée de filtre à manche qui permettront de piéger les fines particules émises. L'utilisation de fioul lourd à très basse teneur en soufre permettra de réduire les émissions de poussières, ainsi que la formation d'oxyde d'azote.

Le pétitionnaire a également précisé que des mesures de rejets atmosphériques ont déjà été effectuées lors d'une précédente campagne. Les résultats de ces mesures étaient conformes à la réglementation en vigueur.

Afin de prévenir l'envol des poussières dû à la circulation des véhicules sur le site, la vitesse sera limitée et des consignes strictes seront données au chauffeur.

En ce qui concerne les odeurs, le chargement des enrobés sera effectué de façon ponctuelle et limitée, ainsi les émissions olfactives ne seront pas continues. De plus la distance limitée entre le point bas des trémies de stockage et les bennes des camions permettra de réduire ces émissions. Les bennes des camions de transport seront ensuite bâchées.

c) Déchets

Les déchets générés par l'installation seront des déchets de type déchets industriels banals et déchets dangereux notamment pour les rebuts de fabrication.

Les déchets issus des vidanges des engins et des circuits de chauffe, ainsi que les pneumatiques seront évacués par des organismes agréés.

Les poussières de décolmatage des filtres seront recyclées dans le processus de fabrication de l'enrobé.

Le pétitionnaire a estimé sa production de déchets d'enrobé à environ 6000 tonnes variable selon la production. 50 % de ces déchets seront recyclés dans les enrobés et les 50 % restant seront utilisés en tant que remblai.

Les déchets banals seront évacués du site pour être traités dans une filière adaptée.

d) Paysage

le pétitionnaire n'a pas prévu de mesure particulière concernant l'impact visuel pour les riverains.

Toutefois, il précise dans sa demande, qu'afin de limiter l'impact visuel, l'installation sera peinte de couleur relativement discrète.

e) Santé

L'évaluation des risques fournie dans l'étude d'impact ne met pas en évidence des risques particuliers pour les riverains.

Concernant les risques pour les personnes présentes sur le site, la notice Hygiène et de Sécurité du dossier identifie les risques pour la santé et décrit des mesures et règles de sécurité mises en place.

Ces dernières paraissent adaptées au regard des risques encourus.

Elles comprennent notamment le port d'équipements de protection individuelle, la présence d'affichage, la formation des opérateurs, la vérification des installations par des organismes agréés, ...).

f) Bruit

La centrale d'enrobage et les équipements associés peuvent générer des nuisances sonores.

De part la présence d'habitation à proximité, la centrale d'enrobage se trouve dans une ZER (Zone d'Emergence Réglementée).

Le pétitionnaire estime que l'impact sonore de la centrale ne sera pas préjudiciable pour les riverains. Pour cela le pétitionnaire s'appuie sur des mesures d'émissions sonores réalisées pour les installations déjà implantées sur le site.

Le pétitionnaire précise également dans son dossier que la centrale fixe ne fonctionnera pas lors de l'exploitation de la centrale mobile.

Le demandeur sera soumis aux prescriptions suivantes :

Périodes	Paramètres	Valeur limite en dB(a)
Jour	Niveau sonore en limite de propriété	70
	Emergence	5
Nuit	Niveau sonore en limite de propriété	60
	Emergence	3

Avis de l'autorité environnementale

L'impact concernant les nuisances sonores est traité de manière satisfaisante.

Toutefois, le contrôle des émissions sonores fourni par le pétitionnaire ne prend en compte que les émissions sonores de la centrale à béton déjà implantée. Il aurait été intéressant de connaître les valeurs générées par une centrale d'enrobage mobile de même type que celle qui sera implantée.

g) Impact sur le milieu naturel

Le pétitionnaire précise dans sa demande que les rejets s'effectueront par une cheminée d'une hauteur de 13 mètres à une vitesse supérieure à 8 m/s. Ces facteurs devraient assurer une bonne dispersion des rejets et limiter ainsi les impacts sur le milieu naturel.

Le pétitionnaire précise également dans sa demande que les espèces faunistiques et florales présentes ne seront pas affectées.

h) Utilisation rationnelle de l'énergie

Le pétitionnaire indique dans son dossier que le fait de placer la centrale mobile à proximité du chantier constitue une utilisation rationnelle de l'énergie notamment en limitant la quantité de carburant utilisée pour l'acheminement du bitume sur le chantier.

Des mesures techniques sont également mises en place pour économiser l'énergie : calorifugeage des cuves, surveillance des températures de chauffe.

i) Remise en état du site après exploitation

Le dossier aborde ce point. Le pétitionnaire précise que les lieux seront remis à l'état initial. Un contrôle de l'absence de pollution sera effectué.

En cas de pollution des sols, le pétitionnaire s'engage à ce que les terres souillées fassent l'objet d'un traitement ou d'une évacuation par une société spécialisée, si nécessaire.

j) Impacts cumulés des différents projets

Le pétitionnaire précise dans son dossier que la centrale fixe ne fonctionnera pas lors de l'exploitation de la centrale mobile.

k) Plans ou schémas applicables.

Le pétitionnaire mentionne que son projet est compatible au PLU (plan local d'urbanisme) et compatible au SDAGE (schéma directeur d'aménagement général des eaux du bassin « Seine Normandie »).

Avis de l'autorité environnementale sur l'état initial

L'étude traite des principaux impacts réels ou potentiels liés à l'exploitation de l'installation de façon détaillée, cohérente et en proportion avec le projet.

2.3. Mesure prise par le pétitionnaire pour préserver l'environnement du site

Le demandeur précise dans son dossier que les mesures de prévention de l'environnement du site s'articulent essentiellement autour de trois axes :

- les émissions sonores ;
- les rejets de polluants dans l'eau et les sols ;

- les rejets atmosphériques ;

L'étude d'impact présente de manière claire les mesures prévues pour supprimer, réduire ou compenser les incidences liées à l'activité de l'installation. Ces mesures sont cohérentes avec l'analyse de l'environnement

2.4. Conclusion de Autorité environnementale

Compte-tenu de l'étude d'impact présentée par le pétitionnaire, l'autorité environnementale considère que les différents impacts environnementaux ont été étudiés. Les mesures prévues par le pétitionnaire pour limiter les impacts environnementaux sont de nature à protéger les intérêts visés par les articles L.211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement.

Toutefois, l'exploitant devra respecter les limites réglementaires imposées en matière d'émissions sonores.

3. Etude de dangers

L'étude de dangers a été réalisée par le Service Environnement de la société LE FOLL TP. L'analyse des risques s'appuie sur l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation.

Elle procède à l'identification des potentiels de dangers dues à l'activité en relation avec son environnement proche. Elle analyse les causes, les effets, les conséquences, et présente une évaluation de la gravité, de la probabilité et de la cinétique des scénarios d'accidents. Enfin elle décrit l'organisation des moyens d'intervention et les mesures mises en place pour réduire les risques retenus.

3.1. Identification et caractérisation des potentiels de dangers et de leurs conséquences

a) Identification des potentiels de dangers

Le pétitionnaire a procédé à une identification des potentiels de dangers à partir de l'analyse des produits stockés ou utilisés, de l'activité, des installations techniques présentes sur le site et du retour d'expériences lié aux accidents sur d'autres sites mettant en œuvre des installations, des substances et des procédés comparables.

b) Analyse

L'analyse des scénarios accidentels montre que l'installation est concernée par trois grands types de phénomènes dangereux à savoir le risque d'incendie, explosion et perte de confinement.

Les phénomènes étudiés sont les suivants ;

- zone de dépotage : perte de confinement , incendie, explosion ;
- zone de stockage : perte de confinement , incendie, explosion ;
- dépoussiéreur : explosion.

De part la mise en place d'un certain nombre de mesures préventives, l'étude des différents scénarios liés à la perte de confinement de la zone de stockage ou de dépotage indique qu'un déversement accidentel de produits dangereux aurait une conséquence limitée sur l'environnement.

Concernant les phénomènes accidentels (incendie explosion), ces derniers ont fait l'objet de modélisations afin d'évaluer plus finement leurs effets sur l'environnement du site.

Les différentes modélisations montrent que les zones d'effets resteraient quasiment confinées et sans impact sur les habitations et voies de communication voisines, à l'exception du parc canin qui pourrait être impacté.

Le pétitionnaire a donc évalué la probabilité et la gravité des scénarios identifiés.

Au regard des différents moyens de prévention et de maîtrise des risques mis en œuvre, l'ensemble des scénarios étudié par le pétitionnaire présente un niveau de risque acceptable.

Le pétitionnaire a également évalué la survenance de possible d'effet domino sur les centrales d'enrobage et à béton, situées à proximité.

Compte tenu de la distance qui sépare les différentes installations et de la probabilité rare de survenance des scénarios étudiés, le pétitionnaire conclut que la survenance d'effet domino est impossible.

Avis de l'autorité environnementale

L'évaluation de l'intensité des phénomènes dangereux a été réalisée selon des méthodes en vigueur

3.2. Réduction des risques

le dossier du demandeur liste les mesures générales de réduction des risques et de protection contre les effets des accidents ainsi que l'organisation des secours.

Mesures de maîtrise des risques

Pollution accidentelle

Les risques de pollution du sol liées une perte de confinement au niveau de la zone de stockage ou de dépotage seront limités notamment par les dispositions suivantes :

- isolement de l'aire de stockage par une rétention permettant de contenir la totalité des fluides stockés ;
- séparation hydraulique de l'aire de dépotage afin qu'en cas de fuite, les écoulements restent sur l'aire de dépotage imperméabilisé ;
- isolement physique de l'aire de dépotage du reste de l'activité afin de limiter les risques de collision ;
- dispositifs de traitement des eaux et bassin de rétention ;
- livraison avec citernes conformes à la réglementation et chauffeurs formés
- maîtrise des opérations de transfert des produits (procédure de contrôle préalable, asservissement des pompes aux contrôles de niveaux des cuves, surveillance par l'opérateur de dépotage et le superviseur de la centrale.

Le pétitionnaire a estimé son besoin de rétention des eaux d'extinction d'incendie à 240 m³. Le demandeur a prévu un bassin de 240m³ pour la collecte des eaux d'extinction.

Incendie et explosion

L'exploitant a mis en œuvre sur le site un ensemble de moyens destinés à limiter les risques d'incendie et d'explosion.

Ces moyens sont les suivants :

- Alarmes multiples en cas d'incendie avec report d'alerte au chef de centrale ;
- moyens de première intervention (extincteurs poteaux incendie sur le site et à l'extérieur) ;
- formation du personnel ;
- consignes multiples pour le personnel et les intervenants ;
- mise en place d'une stratégie d'intervention en coordination avec les services d'incendie et de secours ;
- maîtrise de l'accès à établissement ;

Avis de l'autorité environnementale

La description de l'organisation de la sécurité est suffisante. Les moyens mis en œuvre sont adaptés aux enjeux présentés sur le site.

Les moyens d'extinction et de collecte des eaux d'extinction sont dimensionnés de manière satisfaisante au regard des risques présentés par le projet.

Toutefois, le calcul du volume disponible pour le bassin de rétention des eaux d'incendie ne prend pas en compte le volume des eaux lié aux intempéries. L'exploitant devra s'assurer que la capacité de rétention du bassin de récupération des eaux d'incendie soit à tout moment disponible

3.3. Conclusion de l'autorité environnementale

L'étude de dangers réalisée par le pétitionnaire est proportionnée aux enjeux présentés par l'établissement. L'inventaire et l'analyse des risques sont réalisés de manière satisfaisante. Les mesures de prévention et de protection projetées sont de nature à limiter les risques présentés par l'installation.

4. Résumé non technique

Le résumé non technique de l'étude d'impact présente de manière claire et concise l'environnement du site, l'état initial et les impacts sur l'environnement et la santé.

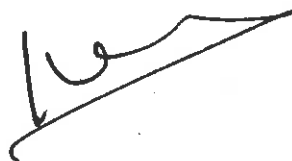
Le résumé non technique de l'étude de dangers présente la méthodologie employée, les différents phénomènes dangereux et les mesures de prévention et de protection mises en œuvre.

Les deux résumés non techniques sont cohérents avec les études sur lesquelles ils se basent. Ils sont proportionnés aux risques et enjeux présentés par le projet.

5. Conclusion

Au regard de la nature de l'activité et de son caractère temporaire, de sa localisation sur une plate-forme déjà existante, l'autorité environnementale considère que la demande d'autorisation d'exploiter (étude d'impact et étude de dangers) analyse de façon appropriée les impacts potentiels du projet sur l'environnement, notamment en terme d'émissions atmosphériques et de nuisances sonores, ainsi qu'en terme de risques accidentels (incendie, pollution des eaux). Les mesures compensatoires proposées pour les maîtriser sont globalement appropriées.

Pour le Préfet de Région Île-de-France, et par délégation,
Pour le Directeur Régional et Interdépartemental de
l'Environnement et de l'Énergie empêché
Le Chef de l'Unité Territoriale des Yvelines,



Henri KALTEMBACHER

